



Vendredi 5 juillet 2019 - Deuxième session (11h30 - 13h30)

Atelier 40  
Salle : 11

## Minorités et minoré.es au Maghreb : nouvelles approches en sciences sociales

L'atelier vise à participer au renouvellement des études réalisées en sciences sociales sur les groupes sociaux minorés, considérés socialement et politiquement comme des minorités au Maghreb, l'objectif étant d'approfondir certaines thématiques transversales émergentes : les mobilités, les mobilisations sociales, la construction des identités. Il s'agira d'étudier, dans un contexte de mobilité, comment se (re)construisent des collectifs, comment les stigmatisations rejouent, s'inversent, se renforcent dans les pays d'accueil et de départ au Maghreb. Par ailleurs, on s'intéressera aux mobilisations sociales destinées à inverser le stigmate en interrogeant les revendications, les acteurs des luttes, les cadres et formes de l'action collective et leurs effets sociaux et politiques. Enfin, les discours sur les identités caractérisés par des tensions entre histoire et mémoire, seront analysés. Nous nous intéresserons à ce qui fait, à différentes périodes, tenir un collectif du point de vue de ceux qui sont assignés et/ou s'identifient à ce collectif, tout en montrant que ces groupes sont le produit de rapports de domination (de classe, de genre, de « race ») éminemment politiques. Une approche pluridisciplinaire sera privilégiée, permettant de croiser les regards sur ces rapports de domination, à leur évolution sur le temps long (continuités et ruptures...) et dans l'espace (jeux d'échelles, espace support des actions collectives...).

**Responsables : Jennifer Vanz (Orient & Méditerranée), Mari Oiry Varacca (UPEM, ACP)**

**Liste des intervenants : Joanne Le Bars, Didier Le Saout, Mari Oiry Varacca, Jonas Sibony, Jennifer Vanz**

---

**Joanne Le Bars (IRD, Curapp)**

***Une double présence : des femmes sans-papiers d'Algérie et du Maroc en Ile-de-France***

À partir d'une ethnographie réalisée en Île-de-France entre fin 2009 et 2018, cette communication vise à analyser les appartenances et positionnements sociaux de femmes sans-papiers parties seules, originaires d'Algérie et du Maroc. Quels sont les recompositions et (re)positionnements induits par la migration en France et le retour dans le pays d'origine ? Assignées au « service domestique » dans le secteur informel en région parisienne et contraintes à des trajectoires résidentielles fortement précarisées, ces femmes connaissent pour certaines un fort déclassement social. Comment négocient-elles leur position sociale dans ce système de contraintes qui pèse sur elles ? Comment ces femmes qui occupaient une position subalterne dans la norme matrimoniale de leur pays d'origine (elles étaient célibataires ou divorcées), s'arrangent-elles avec des lois migratoires qui conditionnent bien souvent l'accès au titre de séjour à des critères familiaux ou conjugaux ? Qu'induit la position de migrante après l'obtention de papiers lors d'un retour occasionnel au pays ?

À l'occasion de la réalisation du terrain d'enquête, il est apparu que les discours et pratiques d'un groupe social particulier (des femmes sans-papiers) et leurs positionnements dans deux sociétés ne pouvaient se comprendre qu'en tenant compte de deux principales dimensions. D'une part, celle relevant des conditions d'énonciations des discours devant intégrer la position de ces femmes au regard de leur socialisation dans le pays d'arrivée (une société postcoloniale française où ces femmes occupent une position minoritaire) et du contexte d'interaction qui les met face à une ethnographie qui à bien des égards possède des caractéristiques sociales éloignées (jeune femme

blanche étudiante à l'université...). Et d'autre part, la compréhension de leur nouvelle position sociale ne semble pouvoir se saisir qu'en tenant compte de leur trajectoire sociale, de leur « carrière de papiers », cela en fonction des différentes scènes sociales dans lesquelles elles s'inscrivent.

En se fondant sur ces observations, cette communication propose ainsi de reconstituer les processus à l'origine des (re)positionnements de ces femmes, d'envisager la migration non comme une rupture mais comme une continuité. Il s'agira d'amener l'idée d'une double présence dans la société d'arrivée et de départ, de penser les rapports de domination et plus spécifiquement les rapports de genre au sein d'espaces sociaux localisés. Enfin j'interrogerai les recompositions familiales et les formes de solidarités qui s'en dégagent mais aussi les stratégies distinctives qui émanent des discours et pratiques de ces femmes.

**Didier Le Saout** (Université Paris 8)

### *La construction mémorielle de la marge comme résistance à la centralité de l'État au Maroc*

De façon récurrente depuis l'indépendance du Maroc en 1956, des mouvements de contestation prennent forme dans les régions amazighophones qui portent des revendications politiques, économiques, sociales, culturelles et environnementales. Aujourd'hui ces protestations locales s'organisent à Al Hoceima dans le Rif, et dans d'autres régions, à Jerada, Aïn Taoujdat, Zagora, Tinghir, Beni Mellal. Ces actions protestataires qui s'opposent à la marginalité devenue vecteur de mobilisation construisent des représentations qui puisent dans la mémoire des luttes contre la colonisation et contre la mise en place d'une administration centrale lors des premières années de l'indépendance. Elles mobilisent également des représentations construites par le mouvement associatif amazigh depuis les années 1980. Il importe dès lors de comprendre comment la dénonciation de la marginalité puise dans l'histoire des contestations ayant eu cours dans les régions amazighophones pour construire une résistance à la centralité de l'État.

**Mari Oiry Varacca** (Laboratoire Analyse Comparée des Pouvoirs)

### *Fabrique d'un patrimoine judéo-marocain au Maroc : reconfigurations mémorielles et spatiales*

Cette communication s'intéresse à la fabrication en cours au Maroc d'un « patrimoine » judéo-marocain. Que dit ce processus des manières avec lesquelles les identifications, les mémoires collectives sont actuellement renégociées au Maroc, dans un contexte où le grand récit national, arabo-musulman à l'Indépendance, est remis en cause ? Quelles transformations symboliques mais aussi matérielles, dans les espaces concernés, induit ce processus ? Dans les montagnes, des mausolées sont réhabilités et agrandis. En ville, des musées sont créés, des synagogues sont revalorisées et transformées en lieux de visite. Il s'agira d'abord de dresser un tableau de ces projets et des acteurs variés qui les portent, de la communauté juive du Maroc aux associations locales en passant par les autorités et la diaspora judéo-marocaine. Il faudra éclaircir le lien entre cette dynamique de patrimonialisation et le tourisme mémoriel pratiqué par la diaspora. Ensuite, l'attention sera portée sur les objets et les pratiques valorisés et sur les discours tenus par les acteurs à leur propos pour comprendre comment, à travers quels médiateurs matériels et discursifs, les mémoires se (re)construisent. Il conviendra d'analyser comment ces mémoires sont négociées, alors que le processus de patrimonialisation recouvre d'importants enjeux politiques. Enfin, nous verrons comment les projets menés dans les mellah, les quartiers juifs, reconfigurent les espaces des médinas.

**Jonas Sibony** (Université de Strasbourg, Groupe d'Études Orientales)

### *Parlers arabes des Juifs du Maroc, judéo-arabe marocain, arabe ou marocain ?*

Juifs marocains ou Marocains juifs ? La place de l'adjectif a son importance. Dans le premier cas, le nom substantif, la substance, est « Juif ». L'attribut « marocain » est adjectif, il vient seulement qualifier la sorte de Juif, comme une sous-catégorie d'un ensemble juif plus large. Dans la seconde formule, c'est l'inverse. Ces calibrages identitaires répondent à une histoire de positionnement, parfois revendiqué, parfois subi, souvent les deux. Au Maroc, les Juifs parlaient le plus souvent diverses formes d'arabe dialectal.

La langue est un élément fort de l'identité. Elle peut jouer un rôle central dans l'identification à tel ou tel groupe et en cela contribuer à modifier certaines représentations.

Il arrive par exemple que les parlers arabes des Juifs soient présentés comme des mélanges d'arabe et d'hébreu voire comme des « dialectes hébreux », ces affirmations étant linguistiquement très fragiles, voire complètement fausses. Tout comme le nom d'une communauté, le choix de l'appellation même d'une langue dit aussi quelque chose. Comment expliquer que pour nommer le même groupe de parlers, les linguistes et les dialectologues parlent

de « parler arabes des Juifs du Maroc », les Juifs du Maroc disent en général « notre arabe (*l-'arbiya dyal-na*) », les Juifs de France originaires du Maroc parlent de « judéo-arabe » et ceux partis pour Israël parlent de « marocain » ?

**Jennifer Vanz** (Orient & Méditerranée)

***Minorités et minoré.es dans le Maghreb médiéval : bilan historiographique et perspectives de recherche***

L'histoire du Maghreb médiéval constitue un champ d'études en plein renouvellement. Les travaux autour des minorités et des minoré.es, parmi lesquels les groupes minoritaires religieux musulmans (ibadites) et non musulmans (juifs) ou les femmes, se multiplient. Toutefois ces groupes n'ont pas tous fait l'objet de la même attention de la part de l'historiographie. C'est donc d'abord le bilan des travaux menés sur ces questions depuis l'époque coloniale jusqu'à aujourd'hui qu'il s'agira de dresser afin de préciser comment l'histoire de ces groupes à la période médiévale a été construite et selon quels enjeux. Il s'agira, ensuite, d'envisager la question des minorités et minoré.es au-delà de l'assignation de groupe afin de mieux cerner les différentes dynamiques à l'œuvre dans les rapports de domination. Plusieurs axes de réflexion seront alors envisagés. L'historicité des rapports de domination d'abord doit être repensée. En effet, la période médiévale n'est pas uniforme et la domination qui s'exerce sur ces groupes connaît des changements qu'il convient de mettre au jour. Ensuite, se pose la question de l'invisibilité de ces groupes : avec quelles sources faire une histoire des minorités/minoré.es ? Si certains groupes ont pu avoir un discours sur eux-mêmes qui participe de la construction d'une identité, d'autres, au contraire, n'ont pas laissé de sources qui permettent à l'historien d'analyser leur point de vue. Les nombreux biais documentaires doivent alors être interrogés. Enfin, la façon dont les sources construisent des catégories de dominés doit faire l'objet d'une analyse : comment ces catégories s'imposent-elles ? Font-elles consensus ou, au contraire, l'objet de résistances ?